

D 731 BRÉSIL: LA LIBÉRALISATION VUE PAR L'ÉPISCOPAT

Le 29 août 1981, au terme de son conseil permanent, l'épiscopat brésilien a publié un document intitulé "Réflexion chrétienne sur la conjoncture politique". Le lecteur en trouvera le texte intégral ci-dessous.

Dans le contexte d'une fragile ouverture politique (cf. DIAL 718), ce document prend la suite d'autres déclarations du même type (cf. DIAL D 339, 362, 560 et 605). Il confirme le rôle actuel de "substitution politique" que joue la hiérarchie de l'Eglise catholique, face à un pouvoir militaire cherchant à doser autoritarisme et libéralisation, et face à des partis politiques traditionnellement composés de notabilités mais démunis d'assises populaires. Par contre, il est évident que la hiérarchie ecclésiastique, dans ce rôle de substitution politique, entre et entrera de plus en plus en "concurrence objective" (ou en "alliance objective", selon le point de vue) avec les nouveaux partis d'opposition, tels que le Parti des travailleurs (PT) ou le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB). Les évêques, d'ailleurs, prennent bien soin de rappeler la spécificité de leur intervention dans le jugement qu'ils portent sur la situation politique, à la veille des élections de 1982. Ils le font en attirant l'attention sur le fait que le "coût social" de l'actuel modèle de développement ne fait que s'alourdir pour les classes sociales démunies; selon eux, c'est une situation qui relève de l'éthique et qui est donc de leur compétence.

Ce nouveau document survient dans un climat à nouveau très tendu entre l'Eglise et l'Etat. Les conflits fonciers ont, dans l'ensemble du pays, atteint un tel degré de gravité (cf. DIAL D 708, 711 et 712) qu'on peut craindre le pire dans un avenir proche, surtout en secteur rural.

L'arrestation, le 1er septembre 1981, de deux prêtres français dans le sud du Pará vient à nouveau d'attirer l'attention de l'opinion sur le quasi état de guerre entre grands domaines agropastoraux et petits paysans ou Indiens (cf. DIAL D 729). On notera que cette double arrestation s'est produite quelques jours seulement après la publication du document des évêques. Ce n'est pas la première fois que de telles ripostes gouvernementales ont lieu: l'arrestation puis l'expulsion du P. Miracapillo, en octobre 1980, faisait directement suite au voyage du pape au Brésil, voyage qui s'était soldé par de nets encouragements donnés à l'épiscopat national (cf. DIAL D 659).

Avant l'arrestation bruyante des deux missionnaires, plusieurs personnalités nationales avaient mené campagne contre l'Eglise catholique ou, plus exactement, son "aile progressiste". Le sénateur Passarinho, du Parti démocratique social (PDS, parti gouvernemental) a accusé certains secteurs d'Eglise de véhiculer des thèses socialistes et d'encourager les occupations illégales de terre. Quant au lieutenant-colonel Rodrigues de Moura, connu sous le nom de "colonel Curio" et chargé par le gouvernement d'apaiser les conflits de la terre les plus aigus, il accusait ces mêmes secteurs d'Eglise et quelques évêques d'être "les instigateurs de l'agitation au Brésil" et "les exploiters de la misère du peuple", intéressés à la maintenir pour favoriser l'agitation.

On lira ci-dessous, en deuxième partie, des extraits de sa déclaration de la fin d'août dernier.

Note DIAL

RÉFLEXION CHRÉTIENNE SUR LA CONJONCTURE POLITIQUE

Introduction

1- A l'heure actuelle, la société brésilienne en transformation lance des défis particuliers d'ordre politique, économique et social. Les inégalités sociales et régionales constituent une réalité particulièrement triste, dans une nation dont les aspirations et les ressources pourraient permettre l'établissement d'une société plus juste. Une telle situation ne peut durer indéfiniment, car elle est un scandale pour les consciences et une menace permanente contre la paix intérieure. Cette situation n'est pas occasionnelle; elle est le fruit d'un choix délibéré en faveur d'un modèle déterminé de développement. Aujourd'hui, la garantie d'une plus grande souplesse politique donne lieu à des espoirs de changement y compris dans les choix économiques et dans le coût social élevé de notre développement. C'est sous cet angle que le Conseil permanent de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) estime qu'il est de son devoir pastoral de prendre la parole et d'inviter tout un chacun à une réflexion chrétienne sur la conjoncture politique.

La mission de l'Eglise

2- La mission de l'Eglise est l'évangélisation; elle est de nature éminemment pastorale. Une telle mission, cependant, n'entraîne aucunement l'Eglise à faire preuve d'omission vis-à-vis des problèmes socio-politiques du pays, dans la mesure où ceux-ci présentent toujours une dimension éthique caractéristique. Cette dimension prend un relief particulier à l'heure présente et dans l'étape actuelle du processus d'ouverture politique.

3- Parmi les valeurs éthiques en jeu aujourd'hui, celles qui touchent spécialement à la responsabilité pastorale de l'Eglise sont les valeurs de liberté, de justice, de vérité, d'honnêteté et, fondamentalement, celle de la participation sans laquelle les intentions les plus généreuses n'ont toujours été et ne seront jamais que de pures déclarations de rhétorique ou des procédés démagogiques.

4- L'ouverture politique, l'instauration et le renforcement de nouvelles institutions démocratiques sont des procédures conduites aujourd'hui, au Brésil, dans des conditions politiques très particulières et des conditions socio-économiques difficiles. Le processus de démocratisation intéresse profondément et directement l'Eglise. La démocratie, en effet, comme forme légitime d'organisation politique de la société, est une des exigences imprescriptibles de la liberté et de la dignité humaine que défend l'éthique chrétienne.

5- L'Eglise ne nourrit aucune ambition ni prétention sur le plan de la politique de parti. Elle sait que sa parole trouve aujourd'hui un écho important dans le peuple, mais en raison de la nature essentiellement religieuse de sa mission. Elle n'a aucunement l'intention de se prévaloir de la force de sa parole pour la promotion de ses leaders ou pour la défense d'intérêts ou de privilèges quelconques. Pour la même raison, elle n'est pas d'accord avec la militance de membres du clergé et de religieux en politique de parti.

6- L'Eglise n'est pas l'interprète d'aspirations partisans ni la médiatrice de partis politiques. Cela ne veut cependant pas dire qu'elle soit

apolitique. Elle sait qu'un prétendu apolitisme équivaut, en pratique, à une attitude politique de consentement tacite vis-à-vis d'un comportement déterminé du pouvoir politique, quelqu'il soit.

7- L'Eglise n'accepte donc pas l'opinion de ceux qui prétendent restreindre sa mission à la formulation de principes intemporels. Au contraire, elle accompagne les hommes dans le concret de leurs situations individuelles ou sociales, afin d'explicitier les exigences du Royaume de Dieu dans les conditions de vie particulières, à chaque instant et en tout lieu; l'Eglise leur révèle que l'adhésion au Christ appelle une attitude de conversion, d'ouverture et de dialogue, ainsi que le changement de comportement des personnes ou des groupes qui se disent chrétiens mais qui tolèrent des situations de péché et d'injustice incompatibles avec la conscience chrétienne.

8- L'Eglise participe ainsi activement à la vie brésilienne de l'heure, comme l'une des instances non partisans qui défendent les exigences éthiques de la nation brésilienne, en s'appliquant à encourager tous ceux qui acceptent d'une manière ou d'une autre l'évangile et le christianisme, ainsi que tous les hommes de bonne volonté, pour qu'ils avancent tout droit et sans hésitation dans la direction d'une démocratie restaurée en plénitude.

9- Sa responsabilité consiste à rappeler les valeurs en jeu, la dimension éthique des décisions politiques, l'avenir de l'homme, de ces millions d'hommes concrets dont on décide. Les citoyens, les groupes et les partis, tant ceux de la majorité gouvernementale que ceux de l'opposition, doivent regarder vers des horizons plus larges que ceux des intérêts immédiats. Sinon, les formules les plus habiles ou les définitions les plus complexes ne pourront amener la paix, l'ordre politique vrai ni la réponse aux aspirations de tous les citoyens.

Les difficultés socio-économiques

10- Les décisions politiques, que tout le monde attend, ainsi que les changements qui doivent en découler, vont influencer sur l'avenir de la nation pendant de nombreuses années. C'est pour cette raison que tout le monde veut ne pas se tromper. Tout le monde sent que les décisions qui vont être prises auront une influence déterminante sur le choix de société que le Brésil va connaître durant les générations prochaines. Les décisions actuelles peuvent renforcer un modèle socio-économique déterminé ou faire pencher le pays vers un nouveau modèle; elles peuvent élargir ou restreindre le champ des libertés politiques; elles peuvent renforcer une situation qui favorise les minorités privilégiées, ou permettre un nouvel ordre capable de promouvoir le bien de tous.

11- La redémocratisation brésilienne, en effet, se heurte d'une part à la résistance de minorités insatisfaites de perdre leur pouvoir d'arbitrage et, d'autre part, à l'argument selon lequel une restauration effective des libertés démocratiques pourrait compliquer la gestion, dans le sens de l'austérité, des difficiles conditions socio-économiques du pays.

12- L'histoire -c'est incontestable- fournit des exemples de modes insensés d'exercice des libertés en vertu desquels des propositions démagogiques ont conduit des masses à des choix ruineux pour la société. Mais ce que l'histoire enregistre aussi, c'est la responsabilité intrinsèque de tous les despotismes et la corruption quasi inévitable de toutes les formes de gouvernement non soumises au contrôle des gouvernés.

13- S'il est vrai que, dans les dernières années, des faits externes ont eu une influence décisive dans l'aggravation de notre situation socio-écono-

mique, il n'est pas moins vrai qu'au cours de ces mêmes années, des choix autoritaires ont mené le pays à des politiques économiques pour lesquelles le peuple paie aujourd'hui un prix social élevé.

14- Durant ces dernières années, l'économie s'est de plus en plus orientée vers les priorités favorables aux classes à haut revenu, y compris par le biais de modes raffinés de corruption et de subornation, en opposition frontale avec les intérêts du peuple. Un modèle économique de concentration de la richesse et de stimulation d'un consumérisme (1) sophistiqué, contrastant singulièrement avec les carences de base de la population, a conduit notre pays à se ranger parmi ceux qui ont le taux d'inégalité le plus élevé entre les groupes sociaux de plus grand et de plus faible revenu. Le pape Jean-Paul II semblait faire allusion à cette situation, quand il déclarait dans la favela du Vidigal: "Faites tout pour que disparaisse, au moins graduellement, l'abîme qui sépare les excessivement riches, peu nombreux, et l'immense multitude des pauvres, ceux qui vivent dans la misère, ceux qui vivent dans les favelas. Faites tout pour que cet abîme n'augmente pas mais diminue, pour tendre vers l'égalité sociale" (n° 22).

L'engagement politique

15- Le régime démocratique comporte diverses alternatives pour la régulation du système de représentation populaire et du mode électoral, pour lesquelles les partis peuvent manifester leurs préférences. Mais ces alternatives n'auront de légitimité que dans la mesure où elles permettront une effective participation politique de l'ensemble du peuple, un exercice de la liberté des individus et des organisations sociales intermédiaires, ainsi que la reconnaissance d'une valeur identique aux votes de chacun des citoyens.

16- Toutes les arguties destinées à favoriser la minorité de la population et à imposer des restrictions artificielles, en travestissant l'authenticité de la volonté populaire, sont antidémocratiques et, comme telles, inacceptables. Affectent cette authenticité toutes les pressions ouvertes ou occultes qui restreignent le droit des individus à s'affilier librement à un parti et à voter dans l'assurance que le résultat des urnes sera respecté. Des pressions telles que les repréailles, les diffamations, l'achat des voix, les améliorations passagères aux fins électorales, les poursuites et les menaces de licenciement, porteraient atteinte à la légitimité de la consultation électorale et sont inadmissibles sur le plan de l'éthique.

17- Le gouvernement du Brésil a pris l'engagement de pleine restauration de la démocratie. S'il veut faire face à la résistance de groupes extrémistes restreints mais puissants, et persister dans son effort de redémocratisation du pays, il peut compter, pour une autorité renforcée, sur l'adhésion du peuple brésilien. Il revient pour cela au gouvernement de se réserver le monopole du contrôle de la force d'Etat; il ne peut tolérer que des groupes privés se lancent dans des actes de violence pour leur propre compte, en vue de la défense de choix ou intérêts politiques particuliers et à l'encontre de l'intérêt national.

18- L'Eglise ne favorise aucun parti. Elle est profondément engagée dans le sens de l'instauration de la démocratie et de son renforcement; à ce titre, elle dénoncera tous les aspects de la réglementation électorale qui portent atteinte à l'authenticité de la représentation populaire, quels

(1) Néologisme d'origine américaine pour désigner l'esprit des sociétés de consommation actuelles (NdT).

qu'en soient les bénéficiaires. Dans cet esprit, le Conseil permanent de la Conférence nationale des évêques du Brésil apporte son soutien aux efforts des diocèses et des régions qui s'attachent à la formation de la conscience politique du peuple et l'aident par une réflexion chrétienne sur leur engagement politique. En prenant cette attitude, l'Eglise ne fait pas des choix de parti mais elle apporte sa contribution à une participation croissante du peuple dans la conduite du processus politique, condition indispensable de la réalisation du bien commun.

Démocratie politique et démocratie sociale

19- La démocratie, objet actuel du consensus national, dans des pays comme le Brésil marqués par des formes inacceptables d'iniquité sociale, ne consiste pas seulement en la préservation des libertés politiques. Elle consiste aussi en possibilité d'accès des masses à des degrés supérieurs d'éducation et de formation professionnelle, à un niveau de vie plus élevé et à une participation totale aux décisions publiques. La démocratie politique est un moule et une exigence préalable, dont le contenu et la finalité sont la démocratie sociale. Aussi, l'ambiance morale et les perspectives d'ensemble qui doivent guider les choix sont-elles plus importantes que le caractère technique des solutions et des réformes.

20- Le développement social du Brésil est, par là même, un impératif éthique et un impératif politique. Nous ne pouvons continuer d'abuser de notre sensibilité éthique en prétextant que le développement économique, même s'il accentue les inégalités, finit par induire le développement social. Nous savons tous aujourd'hui que ce n'est pas vrai. Le développement social est une chose à laquelle on doit tendre pour elle-même; il est un objectif spécifique à poursuivre dans certaines conditions et c'est en fonction de cet objectif que doit être orienté le développement économique.

21- Ce qui est au coeur de la conjoncture politique actuelle, comme de toute notre époque, c'est l'attente des masses pauvres de notre pays. Voici des années, des décennies, des générations entières, que les pauvres attendent l'heure de leur participation. Quand la nation est en crise, ce sont toujours les pauvres qui doivent supporter les plus grands sacrifices. Le fond du problème politique d'aujourd'hui c'est la montée des masses pauvres et marginalisées; c'est la question de savoir si, grâce aux réformes annoncées, les pauvres auront davantage l'occasion d'élever la voix et de faire prévaloir leurs justes aspirations. Ils savent que la satisfaction de ces aspirations ne dépend pas tant du manque de ressources que de l'absence d'une volonté politique appliquée à les libérer de leur état de dépendance et à les rendre capables de résister aux sollicitations des mobilisations électoralistes.

22- Aucune réforme ne parviendra à établir des formes stables de démocratie si elle ne tient pas compte de la nécessité d'élargir l'horizon pour que finissent par être reconnus comme citoyens de plein droit les travailleurs et les sans-travail, les cultivateurs expulsés de leurs terres et accusés de subversion, les Indiens, les sous-alimentés, les masses sans instruction, sans soins de santé, sans habitation décente, sans emploi stable et sans salaire suffisant. Nous attirons ici l'attention de l'opinion publique sur le caractère de gravité extrême des licenciements massifs de travailleurs, lesquels se doivent de payer par leurs salaires perdus les coûts de la récession dont ils ne sont pas responsables. Nous tenons à redire aux classes souffrantes de notre peuple que nous désirons être à leurs côtés et les soutenir dans l'effort qu'elles font pour faire face à leurs problèmes

et rechercher des solutions justes. En même temps, nous savons à quel point la solidarité et l'entraide fraternelle sont importantes dans cette situation difficile. Toute orientation politique nouvelle sera bienvenue si elle contribue efficacement à ce que les marginalisés se libèrent de leur condition. Toute orientation ou réforme qui ajournerait encore une fois les changements urgents appelés depuis tant d'années, peut n'être que vaine et n'apporter que des désillusions; elle conduira à des crises semblables à celles du passé et mènera à des solutions autoritaires, de droite ou de gauche, tendant à prendre des dimensions difficilement remédiables.

23- Ainsi, pour l'instauration ou le maintien de la démocratie, des élections libres ne suffisent pas. Il faut encore créer les conditions de l'organisation du peuple, soit par l'accès à la représentation politique de parti, soit par l'expression directe de ses aspirations, à travers la création d'organisations communautaires comme les associations de quartier, ou le recours au référendum comme mode de manifestation de la volonté populaire. C'est seulement de cette manière que le peuple sera en état de soutenir ceux qu'il élit et d'exiger d'eux le respect des promesses faites. Seul, un peuple organisé sous les formes spontanées et libres les plus variées sera capable d'être sujet d'un processus rationnel et pacifique de développement; c'est seulement en s'organisant, en effet, que le peuple pourra tenir ouvertement des réunions et discuter son avenir de façon rationnelle. Par contre, des masses désorganisées et insatisfaites font courir des risques majeurs d'explosions irrationnelles et violentes, sous l'impulsion de n'importe quels aventuriers. Il est donc nécessaire de favoriser l'organisation du peuple, et non de le maintenir en suspicion, si l'on veut préserver la rationalité d'une mise en oeuvre pacifique des changements qui s'imposent.

24- Notre marche vers la démocratie sociale est un impératif éthique et politique qui revêt une double dimension. Au plan des finalités, une transformation structurelle s'impose pour favoriser une véritable reprise en main du développement social, conçu comme objectif national de la plus haute priorité. Au plan des moyens, l'exigence du raisonnable s'impose, par la fixation de buts viables et l'adoption de manières de procéder efficaces dans la pratique plutôt que séduisantes au niveau des idées. C'est de l'absolu dans les objectifs et de la modération dans les moyens que dépend le succès de cette tâche complexe mais imprescriptible: rendre compatible le développement économique et politique avec le développement social, en faisant du premier l'instrument du second.

Appel à la nation

25- L'Eglise du Brésil, par le biais de ses organes appropriés, s'est déjà prononcée en d'autres occasions sur les graves problèmes qui angoissaient la conscience chrétienne. En octobre 1976, elle a fait une "Communication au peuple de Dieu" pour dénoncer les souffrances causées par une répression incontrôlée (2); en février 1977, elle a parlé sur "Les exigences chrétiennes d'un ordre politique", exigences auxquelles on cherche à correspondre aujourd'hui avec le processus d'ouverture (3); en septembre 1979, elle a proposé sa "Contribution à l'élaboration d'une politique sociale" (4); en février 1980, elle a alerté sur les sérieux problèmes de possession et d'usage du sol rural, dans le document "L'Eglise et les problèmes de la terre" (5). Aujourd'hui, dans le contexte d'ouverture politique, elle se prononce à nouveau en lançant un appel pour que soit mise à profit l'occasion, afin de donner à cette ouverture une dimension en proportion des grandes aspirations de la nation.

(2) Cf. DIAL D 339 (NdT). (3) Cf. DIAL D 362 (NdT).

(4) Cf. DIAL D 560 (NdT). (5) Cf. DIAL D 605 (NdT).

26- Aux époques de changement, comme celle des élections qui approchent, alors que l'équilibre des forces sociales et politiques est susceptible de brusques transformations, deux tentations corrélatives se font jour. D'une part, certains individus et groupes qui se sentent frustrés ou exclus des centres de pouvoir, peuvent estimer qu'ils se trouvent dans des conditions favorables pour conquérir des avantages ou satisfaire des intérêts privés. D'autre part, des individus et des groupes plus directement liés aux centres de pouvoir, craignent de perdre certains avantages auxquels ils se sont tellement habitués qu'ils ne les perçoivent ^{plus} comme tels mais quasiment comme des droits. Les intérêts privés n'en deviennent que plus aigus. Le moment est venu où tous doivent cesser de prétendre à ce qu'ils peuvent obtenir ou perdre, pour prendre en compte leur intérêt véritable et celui de tous: le bien de l'ensemble de la nation.

27- La création d'espaces de liberté pour un dialogue franc, loyal et sans préjugés reste le meilleur chemin pour l'addition des efforts de tous; meilleur, en tout cas, que l'affrontement qui divise la nation en groupes décidés à faire valoir leurs intérêts, dans une tension grandissante aux effets incontrôlables en raison des risques de radicalisation.

28- La radicalisation est l'effet de la présomption de perversité qui bloque le dialogue. Ce qui est qualifié de perversité se ramène en fait à une vision idéologique de la situation, en raison de laquelle chaque instance en confrontation est amenée, même inconsciemment, à confondre ses intérêts avec ceux de la nation. Il ne serait pas moral de présumer, a priori, que ce mécanisme idéologique soit intentionnel et pervers. Il est, pour l'heure, indispensable de désarmer les esprits et les personnes en confrontation, de faire disparaître tout désir de représailles, dans une attitude d'humilité et de conversion nécessaire à tous, y compris à l'Eglise.

29- La suppression des risques qui s'attachent à la conjoncture présente est fonction de décisions immédiates et viables à prendre de toute urgence. C'est, sur le plan politique, la garantie définitive de l'acceptation de la volonté populaire aux élections; sur le plan éthique, le pacte de non revanche, lequel n'exclut pas la réparation de droits imprescriptibles; sur le plan social, la solution du problème du chômage, le contrôle de l'exode rural, des mesures contre l'asphyxie imminente du système de sécurité sociale qui menace la seule épargne dont disposent les classes laborieuses pour leur bien-être; tous problèmes pouvant se transformer en facteurs de grave instabilité, propre à compromettre la redémocratisation que le Brésil attend et mérite.

II- LETTRE DU "COLONEL CURIÓ" A LA FIN DE SA MISSION AUPRÈS DE
326 FAMILLES DE PAYSANS SANS TERRE A RONDA ALTA (31 août 1981)
(Extraits)

Au nom du gouvernement de la Fédération et de l'Etat, la Coordination du campement de Natalino a, pendant un mois, fait tous les efforts possibles pour résoudre le problème social des familles campées ici, dans le cadre de la loi et dans un esprit humanitaire. Elle adresse aux colons son dernier communiqué.

Regrettablement, depuis notre arrivée dans la région, les choix que nous avons offerts et les mesures que nous avons prises, toujours dans le sens de la conciliation, ont fait l'objet d'injures et de diffamations de la part

de nombreuses personnes. Le camp a même été comparé à un "camp de concentration". Qu'on prête honnêtement attention au bilan présenté en fin de document et la question se posera: qu'est donc ce "camp de concentration"? En réalité, ce que les exploités de la misère ne veulent pas c'est la suppression de la misère car, sans elle, ils ne pourraient pas faire de l'agitation comme ils l'entendent. Pour notre part, nous avons fait notre choix pour les pauvres et non le choix pour la pauvreté (1).

Le "Mouvement des sans terre" excite les colons et dresse des obstacles menant à l'impasse car, pour ses dirigeants, Ronda Alta est un problème "politique" et offre "l'occasion de réaliser la fameuse et nécessaire réforme agraire" (Bulletin d'information de la campagne de solidarité aux agriculteurs sans terre du 7 août 1981, p. 7, en provenance de la Commission pastorale de la terre, de la Pastorale universitaire et du Mouvement justice et droits de l'homme).

L'objectif est donc très clair. La Commission pastorale de la terre (CPT) veut transformer le camp de Natalino en symbole de commencement d'un changement social portant atteinte au droit de propriété, lequel est garanti par la Constitution (parce qu'il est un des piliers de la société brésilienne) et par des lois réglementant la possession et l'usage de la terre. Pour cela, Ronda Alta s'inscrit dans un contexte plus large en vertu duquel on excite les agriculteurs et on favorise les occupations de terre en diverses régions du pays.

A ce sujet, il importe de citer l'opinion du cardinal Vicente Scherer, archevêque de Porto Alegre, que la presse a publiée le 24 juillet. Après avoir confirmé la présence de prêtres dans les groupes de pression qui poussent des centaines de colons à rester dans le camp, le cardinal a déclaré: "Je précise que l'Eglise n'est ni l'auteur ni le responsable de cette pression. Ce sont certains prêtres qui appartiennent à la Commission pastorale de la terre. Mais cette pastorale de la terre n'est pas dirigée ou coordonnée par l'Eglise, ni par l'épiscopat, ni par la CNBB." (1bis)

Nous rappelons ici que l'ingérence de la religion dans les affaires terrestres a été condamnée par Jésus: "Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu" (Mt 22, 21). Le Mouvement des sans-terre a intoxiqué l'esprit des colons pendant plusieurs mois, en les laissant dans une situation de marginaux contraints de survivre grâce à des dons d'origine douteuse. Nous sommes ici devant un camp en conditions précaires, dans lequel trois enfants étaient déjà mortes et dont les morts sont symbolisées par trois capes blanches suspendues à une croix et exhibées comme des trophées. Des trophées d'une cause peu glorieuse qui a besoin de cadavres de pauvres enfants pour obtenir la solidarité de gens de bonne foi mais mal informés.

Mgr Tomás Balduino, évêque de Goiás Velho, dans le Goiás, et vice-président du Conseil indigéniste missionnaire (CIMI), ainsi que Mgr Moacir Grecchi, évêque d'Acre e Purús ne se contentent pas de semer l'agitation et de faire de la politique partisane dans leurs diocèses respectifs; ils se déplacent aussi dans tout le Brésil, toujours présents là où ils trouvent des occasions pour répandre leurs messages délétères. Le premier, en disant la messe à Ronda Alta, ce qui lui a valu d'être réprimandé par l'évêque du lieu pour son ingérence dans un diocèse qui n'était pas le sien; le second, en envoyant aux colons une lettre de solidarité dont la légèreté est la caractéristique principale. Mgr Moacir Grecchi s'est empressé de tirer parti de la situation sans même être venu sur place.

(1) Allusion évidente au maître-mot de l'Eglise latino-américaine à Puebla: le choix prioritaire des pauvres (NdT).

(1bis) Ces propos ont été démentis par le cardinal Scherer dans les jours suivants (NdT).

Les colons de Encruzilhada sont manipulés de façon anti-humaine dans des buts politiques, principalement par des prêtres qui disent agir au nom de principes chrétiens. Ces prêtres, à la tête desquels se trouve le P. Arnaldo Fritzen, diffusent des bulletins et des tracts qui respirent la haine et la calomnie. Ce sont les faux prophètes, les pharisiens et les scribes des temps modernes, ceux que Jésus condamne dans ses sermons, il y a de cela près de deux mille ans: "Méfiez-vous des faux prophètes, qui viennent à vous habillés comme des brebis, mais qui sont à l'intérieur des loups dévorants (Mt 7, 15). "Ce peuple m'honore des lèvres, mais son coeur est loin de moi" (Mc 15, 8-9). "C'est en vain qu'ils m'adorent, car ils enseignent des doctrines qui sont des préceptes humains. Observez et mettez en pratique tout ce qu'ils vous disent, mais n'agissez pas comme eux, car ils disent et ne font rien" (Mt 23, 3).

Ils accusent la Coordination du camp de dilapider des sommes parce qu'elle a organisé un dépôt de la COBAL pour faire des distributions gratuites aux colons, et parce qu'elle a mis à leur disposition des avions Buffalo pour des visites aux projets de l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA). Mais la COBAL et les Buffalo sont des moyens à la disposition du gouvernement pour répondre aux besoins du peuple dans de telles situations. Il ne peut en être autrement puisqu'il s'agit de personnes humaines, donc dignes de tout respect et considération.

Ils accusent, dans les journaux et dans leurs tracts rageurs, le "colonel Curió" de défaire l'organisation des colons, de pratiquer la subornation, de proférer des menaces, d'être l'ennemi des prêtres et d'être "un homme dangereux" dont la personnalité est assise sur la peur, l'intimidation et le jeu de pressions.

(...)

Au Nord et au Nord-est, par exemple, où sont apparus des foyers de tension sociale et les conflits les plus importants entre propriétaires et "possesseurs" (2), le gouvernement a lancé le Programme de redistribution de terre (PROTERRA) par lequel il simplifie l'enregistrement des cultivateurs, réinstalle des occupants de terre sans droits acquis et répond aux cas d'agriculteurs sans terre par l'achat de terres libres. Parmi les cas d'expropriation et d'achat récents on peut citer:

- la Fazenda Santo Antônio, au Mato Grosso;
- la région d'Alagamar, dans la Paraíba (achat);
- la Fazenda Primavera, dans l'Etat de São Paulo;
- la Fazenda Barro Branco, dans le Santa Catarina.

Dans le premier cas cité (Fazenda Santo Antônio), le gouvernement a pris l'initiative, la seule possible en raison du nombre de paysans concernés. Mais il a fait l'objet de toutes sortes d'attaques de la part de l'évêque espagnol Mgr Pedro Casaldáliga, de la prélature de São Félix do Araguaia, au Mato Grosso, de ses adeptes, les PP. Antônio Canuto, Geraldo (américain) et Jesús. Quand le gouvernement recherchait une solution pour la Fazenda Santo Antonio, ces prêtres poussaient à l'expropriation; quand celle-ci a été décidée, les religieux ont compris que ce serait la fin des conflits, grâce à la distribution des terres, et c'est pourquoi ils se sont mis à attaquer le gouvernement à cause de l'expropriation.

C'est pratiquement la même chose qui est arrivée dans la région d'Alagamar. L'achat et l'attribution des terres à la Coopérative agropastorale des

(2) "posseiros": petits cultivateurs légalement propriétaires mais sans titres écrits (NdT).

agriculteurs d'Alagamar S.A. (COOAGRAL) pour leur utilisation par les colons de la région, ont fait l'objet des attaques furieuses de Mgr José Maria Pires (Dom Pelé) qui pousse les agriculteurs à ne pas s'associer à la dite coopérative, pour porter ainsi préjudice aux activités agricoles de la région.

Il est également intéressant de citer encore un cas de religieux impliquant des Indiens, des propriétaires et des "possesseurs". Depuis 1967, la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI) s'applique à cadastrer la zone indienne dans le voisinage de la Fazenda Tapiraguaia. Là vivent les groupes indiens Tapirapé et Karajá, avec une population respective de 162 et 90 Indiens, aux côtés de 18 familles de colons faisant une population de 132 personnes, qui vivent là sans conflit depuis 1960. Les efforts déployés par la FUNAI ont été rendu vains par l'intransigeance de Mgr Pedro Casaldáliga, de Mgr Tomás Balduino, évêque de Goiás Velho, du P. Antônio Canuto et des Petites soeurs de Jésus Nayr, Genoveva et Raimunda, appartenant à une mission religieuse qui est installée dans cette région depuis 1952, lesquelles religieuses exercent sur les Indiens une influence pernicieuse. Malgré toutes les démarches faites auprès de ces religieux et malgré la demande d'intervention adressée au nonce apostolique, qui n'a pas répondu à la demande jusqu'à maintenant, ces religieux persistent dans leur intention de ne pas coopérer à la recherche d'une solution harmonieuse qui serait de nature à garantir les droits de chacune des parties intéressées (3). Sur ce point, il est bon de rappeler que Mgr Pedro Casaldáliga reconnaît lui-même être un subversif, puisqu'il déclare dans un de ses poèmes: "J'ai une foi de guérillero et l'amour de la révolution".

(...)

Ceux qui restent ici (au camp de Natalino) parce qu'ils ont repoussé la main que nous leur tendions, continueront d'être exploités par ceux qui, demain comme hier avant notre arrivée, ne chercheront qu'à aggraver les tensions et à faire de l'agitation. Le psalmiste alertait déjà contre ceux qui fabriquent les crises, en disant; "De coeur vous fabriquez le faux; de vos mains, sur terre, vous faites peser l'arbitraire" (Ps 58, 3).

Ici continue le P. Arnaldo Fritzen qui a déjà pris la tête de mouvements d'occupation de propriétés dans le Rio Grande do Sul, et qui ne fait que des propositions pour le partage des terres légitimement possédées. Mais il n'a jamais suggéré le partage de propriétés de l'Eglise. Ici continue également Soeur Bruna Duranti, appelée Aurélia, une italienne qui a déjà vécu en Uruguay et qui vient semer la discorde et le désordre. Cette religieuse italienne a même poussé les gens du camp à ne pas chanter l'hymne national et à ne pas saluer le drapeau, ces symboles sacrés de la patrie. La réaction contre le drapeau national se comprend, d'une certaine façon, car sa devise "Ordre et Progrès" doit blesser comme un fer rouge ceux qui sèment la haine et manient l'intrigue. Les agissements de ces deux religieux, apparemment pieux, ne sont pas compatibles avec la doctrine chrétienne de l'Eglise.

(...)

Dans d'autres régions, différents conflits de la terre se sont soldés par des chocs armés; c'est la conséquence des incitations à la violence par des religieux et des agents de pastorale. Ainsi en a-t-il été à Conceição do Araguaia, Vizeu et Nova Jacundá, dans le Pará; à Rio Branco, dans l'Acre; à Naviraí, dans le Mato Grosso do Sul; à Ariquemes, dans le Roráima; à Correntes, dans le Pernambuco; à Araguaína, dans le Goiás; et à São Geraldo, dans le Pará.

(3) Sur le conflit des Tapirapé, cf. DIAL D 729 (NdT).

(4) Suivent, dans le texte, de nombreuses citations de la Bible (NdT).

A São Geraldo, par exemple, il y a déjà eu quatre incidents sérieux au cours des dernières années. Le dernier s'est produit le 13 août, quand les agents de la police fédérale, qui accompagnaient une mission du GETAT de cadastre des terres, sont tombés dans une embuscade; cela s'est soldé par la mort d'un policier et par six blessés (5). Cet acte criminel est la conséquence de la prédication subversive du prêtre français Aristide Camio, subordonné de Mgr Alano Maria Pena, évêque de Marabá (6). Le prêtre est en liberté (7) mais les treize participants de l'embuscade (de pauvres paysans) sont arrêtés et ont déjà avoué qu'ils se sont inspirés (...) (8) des enseignements reçus au cours de la Sainte Messe.

Vous connaissez Sumaúma? Il n'y a sans doute que très peu de personnes à connaître ce nom. C'est une petite zone de la commune d'Axixá, dans le Goiás. Vous connaissez Crémone, en Italie? Quelques-uns en ont peut-être entendu parler. Eh bien, voilà! Quinze jours après un incident à propos de terres à Sumaúma, le ministre de l'agriculture a reçu une pétition avec près de cinq cents signatures, en provenance de Crémone, pour protester contre la minorité dominante et exigeant la réforme agraire. Par coïncidence (simple coïncidence?), les instigateurs des plus actifs dans la région sont le missionnaire Nicola Arpone (9) et le Frère Henrique Roziers, tous deux étrangers; les soeurs missionnaires Lurdes Góis, brésilienne, et Nicolina (en réalité Nicole), française. Sont également participantes les religieuses Béatrice Kruch, française, Marie-Madeleine Hauser, française, ainsi que le Père Stanislaw Swiderki, polonais.

Il faut rappeler que cette année-ci (mai et juin), dans le Pernambuco et la Paraíba, le prêtre belge José Comblin a donné des cours à des prêtres et à des agents de pastorale. Une précision: en 1972, le P. Comblin a vu son procès d'expulsion suspendu, parce qu'il avait quitté volontairement le Brésil avec l'engagement (et l'accord de la hiérarchie de l'Eglise) de ne plus revenir dans notre pays (10).

(...)

Frères du camp d'Encruzilhada et du "camp je veux-je veux", Merci de votre compréhension. Nous ne vous avons jamais menti. Nous avons toujours, au nom du gouvernement, dit ce que nous avons à offrir. Si nous n'avons pas donné plus, c'est parce que nous ne l'avons pas. Nous souffrons avec vous. Nous sommes heureux pour ceux qui seront heureux d'avoir fait leur choix. Nous continuerons de souffrir pour ceux qui, dans leur intransigeance, n'ont rien voulu accepter et restent dans l'impasse.

Les premiers, bien que ce ne soit pas de façon permanente, nous les accompagnons au "camp je veux-je veux" et, plus tard, dans leurs nouvelles

(5) En réalité, le mort n'est pas un policier, mais le régisseur du domaine concerné (NdT).

(6) Le "colonel Curió" se trompe (délibérément?). Le P. Camio dépend du diocèse de Conceição do Araguaia (NdT).

(7) Son arrestation allait avoir lieu dans les heures suivantes (NdT).

(8) Texte illisible dans la version à notre disposition (NdT).

(9) De nationalité italienne. En juillet 1979, il avait été au coeur d'un grave incident dans le village de Sampaio; le village avait été bombardé par hélicoptère (cf. DIAL D 585). Des paysans ont depuis déclaré avoir reconnu le chef de l'expédition dans la personne du "colonel Curió" (NdT).

(10) Cf. DIAL D 29 (NdT).

terres. Dieu fasse qu'ils puissent, dans quelques années, avec la santé et l'abondance, rappeler un exemple et une histoire en racontant à leurs enfants, nés en d'autres terres, que le Rio Grande do Sul et le Mato Grosso font partie d'une patrie bénie - une et indivisible - où tous sont frères et où tous, la main dans la main, construisent l'avenir.

Aux seconds, ceux qui restent à Encruzilhada, nous continuons de leur tendre la main. Venez nous voir, si vous le désirez. Que Dieu vous éclaire!

A ceux qui nous ont diffamés et lancé des pierres, nous ne gardons pas rancœur. Ouvrez leur les yeux, Seigneur! Pardonnez à ceux qui ne savent pas ce qu'ils font!

Adieu aux uns et au-revoir aux autres. Que notre adieu ne soit pas une séparation définitive car, en réalité, nous nous retrouverons tous demain.

Rondo Alta, le 31 août 1981.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement: France 210 F - Etranger 245 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441